



NON à la Françafrique !

***NON, la France ne doit pas être
le gendarme de l'Afrique !***

Déclaration de l'URCF

Hollande vient de confirmer ce qui était en préparation depuis des mois : une intervention militaire de la France aux côtés des troupes inter-africaines pour « *empêcher le génocide en cours* » en Centrafrique. Sous camouflage humanitaire, il s'agit d'une énième illustration de ce qu'est le capitalisme de monopoles : l'impérialisme.

Les interventions, ingérences, guerres sont en effet organiquement liées au mode de production capitaliste. Le Capital financier exige toujours plus la défense des marchés existants et la conquête de nouveaux, la mainmise et la maîtrise financière des matières premières. Toutes les guerres impérialistes ont leur source dans l'exploitation et le pillage des pays dominés.

Le système mondial impérialiste est l'enjeu à la fois d'ententes, de concurrence, d'interdépendance et de contradictions pour affaiblir ses rivaux.

La découverte de champs pétrolifères et de gisements d'uranium en République Centrafricaine a opéré un tournant. L'ancien Président Bozizé, homme lige jusqu'ici de l'impérialisme français, s'est soudainement tourné vers la Chine pour les forages.

Le putsch était dès lors inévitable dans des pays à la souveraineté limitée dans le cadre de la Françafrique. Il eut lieu, divisant le pays en zones contrôlées par des seigneurs de la guerre... ce qui à son tour favorise les alibis et justificatifs des puissances impérialistes pour leurs ingérences.

Nul ne nie le chaos et les massacres inter-ethniques qui règnent dans ce pays, l'effondrement de toute structure étatique nationale, mais l'URCF refuse le droit de quelques puissances impérialistes, dont notre pays, de décider du sort d'autres pays. D'autant que l'impérialisme français a fait de la Centrafrique le miroir de sa politique semi-coloniale (indépendance politique formelle, totale dépendance économique).

Ainsi les tenants de la Françafrique sont-ils autorisés par mandat des cinq puissances du Conseil de sécurité à intervenir militairement. Alors qu'en réalité, ce sont les gouvernants français qui sont les premiers responsables, avec leurs émules locaux, de décennies de domination, de quatre coups d'État, de régimes dictatoriaux comme cette caricature que constituait l'Empire centrafricain de Bokassa 1^{er} avec l'aval de Giscard d'Estaing.

La politique des monopoles français et internationaux a ruiné ce pays, paupérisé la majorité de la population.

La position géographique de la Centrafrique, frontalière de la RDC (Congo) aux richesses potentielles, du Cameroun, du Tchad (premier lieutenant armé de l'impérialisme français) du Congo-Brazzaville, du Soudan, atteste de l'importance de son contrôle.

Le gouvernement social-démocrate de Hollande-Ayrault-Fabius après l'échec (provisoire ?) de leurs bruits de botte contre la Syrie, en raison de l'opposition de la Chine et surtout de la Russie, a vu sa demande d'intervention avalisée par le Conseil de Sécurité !

En effet, dans le cadre du partage du monde par les grandes puissances impérialistes : États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Chine, Russie etc., les pays autrefois colonisés par la France sont toujours considérés comme la zone d'influence traditionnelle de l'impérialisme français. Le vote du Conseil de Sécurité permet à la France et à d'autres États africains concernés de bénéficier de la couverture de la légalité internationale.

Mais « légalité » impérialiste ne signifie nullement légitimité populaire. Nous assistons, après la contre-révolution bourgeoise en URSS, à une violation des principes fondamentaux du droit international, érigés par la puissante URSS, notamment celui du refus des ingérences et immixtion dans les affaires internes d'autres pays, du rejet de la politique de la canonniers des grandes puissances capitalistes, du droit affirmé de chaque peuple et de chaque nation à opter librement pour sa propre voie de développement.

Au nom de quelle légitimité auto-accordée, la France impérialiste, après les pages tragiques de la traite des noirs, du colonialisme et de la Françafrique, au nom de quelle exemplarité la France serait-elle habilitée à régler militairement des conflits surgissant sur une partie du continent africain ?

Nul doute qu'il y a là dans la classe capitaliste de notre pays, dans les gouvernants de droite ou sociaux-démocrates les survivances actives de l'idéologie colonialiste avec ses penchants pour l'inégalité des races et ce que l'Internationale communiste appelait le chauvinisme blanc à base de racisme.

Le social-démocrate Hollande est dans le droit fil du social-impérialisme des Jouhaux, Ramadier, Lacoste, Mitterrand, profondément hostiles aux luttes de libération nationale des peuples colonisés par l'impérialisme français.

Quant à ceux qui s'interrogent sur la « folie » guerrière du régime Hollande sur une analyse uniquement fondée sur la soumission de l'impérialisme français à l'impérialisme américain, nous les invitons à relire l'œuvre magistrale de Lénine sur l'impérialisme et à participer au colloque internationale avec la participation du Parti communiste de Grèce (KKE), du PCOR (Russie), du PADS, du PCPE, du Parti communiste d'Italie-gauche communiste, de l'Union des Communistes d'Ukraine, de l'URCF à l'AGECA – Paris – le 14 décembre 2013 de 10 h à 20 h où seront présentées les tâches internationales des communistes pour la lutte anti-impérialiste, la révolution et le socialisme contre la trahison social-démocrate et social-réformiste.

L'URCF condamne totalement cette nouvelle guerre de l'impérialisme français et appelle l'opinion publique progressiste à faire entendre sa voix.

De l'argent pour les revendications pas pour les guerres !

À bas la guerre impérialiste de la France !

NON à la Françafrique !

Retrait de tous les corps expéditionnaires français !

L'URCF - le 6 décembre 2013